

AFRICAN UNION

الاتحاد الإفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

ACSRT/CAERT

African Centre for the Study and Research on Terrorism
Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme

BULLETIN AFRICAIN SUR LE TERRORISME

16 au 30 Juin 2019

Édition No : 012

RESUME

♣ **Situation Générale.** La période du rapport, celle allant du 16 au 30 juin 2019, a connu une légère augmentation du nombre général d'attaques perpétrées par des groupes extrémistes violents et terroristes en Afrique par rapport à celle précédente. Le nombre de morts résultant de ces attaques a aussi fortement augmenté.

♣ **Zones les plus touchées.** Les cinq pays les plus touchés par le terrorisme au cours de cette période sont le Mali, le Nigéria, la Somalie, le Burkina Faso et la RDC (**par ordre décroissant du nombre de décès**).

♣ **Attaques Terroristes.** Au total, 75 attaques terroristes ont été enregistrées en Afrique au cours de cette période.

Décès liés au terrorisme/victimes 34 des 75 attaques terroristes ont été lancées contre des civils, 34 visaient les forces de sécurité. Six attaques visaient des organisations internationales (AMISOM) et une des institutions / responsables gouvernementaux. Les attaques perpétrées par al-Shabaab, l'ISWAP, l'ISGS, les groupes affiliés à l'EI en Egypte et en Égypte ont été principalement dirigées contre les forces de sécurité, tandis que Boko Haram (SF), l'ISCAP (Province de l'Etat Islamique en Afrique Centrale) et le JNIM ont principalement visé des civils.

♣ **Armes Utilisées.** Les groupes terroristes ont utilisé des armes légères et de petit calibre (ALPC) dans 53 de leurs 75 attaques. Des engins explosifs improvisés (EEI) ont été utilisés dans 16 des attaques. Deux autres attaques ont impliqué l'utilisation à la fois d'IED et d'ALPC.

Décès liés au terrorisme/victimes. Au total 476 cas de décès ont été enregistrés suite aux 75 attaques terroristes menées au cours de cette période. Parmi ceux-ci, l'on compte 264 civils, 116 membres des forces armées / de sécurité et 96 terroristes.

Décès liés au terrorisme/victimes. Al-Shabaab a tué 50 personnes (17 civils, 33 de sécurité); Boko Haram (SF) a tué 126 personnes (87 civils, 29 membres de la sécurité); ISWAP a tué 24 forces de sécurité / militaires; ISCAP a tué 11 civils; les groupes affiliés à l'Etat islamique ont tué 13 personnes (4 civils, 9 membres de la sécurité), les séparatistes armés, ont tué 4 membres des forces armées, l'EIGS a tué 2 membres des forces armées, et des groupes non identifiés / autres ont tué 188 personnes (162 civils et 26 membres de la sécurité).

Décès/Victimes enregistrés par des groupes terroristes. Al-Shabaab a subi le plus grand nombre de pertes. Les forces de sécurité ont tué 62 combattants Al-Shabaab au cours de cette période. L'ISWAP a perdu 48 éléments, l'EIGS a perdu 38 éléments, Boko Haram (SF) a perdu 35 éléments et les autres groupes affiliés à l'EI ont perdu 6 éléments. 197 militants de groupes non identifiés / Autres ont également été tués.

Enlèvement. 11 personnes ont été prises en otages au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali et au Niger. Six des onze ont été libérés indemnes et cinq autres restent en otage. Une des personnes prises en otage a été libérée après le versement d'une rançon de 1 050 000 nairas. D'autres 196 personnes enlevées plus tôt au Nigeria ont été sauvées au cours d'opérations de lutte contre le terrorisme

Epicentres. Sur un total de 75 attaques terroristes enregistrées, la région du Sahel en a enregistré 31, la Corne de l'Afrique 19 et le Bassin du Lac Tchad 12 cas. La région du Sahel a enregistré 172 morts, le Bassin du Lac Tchad en a enregistré 138 et la Corne de l'Afrique en a enregistré 71.

Incidents majeurs. Le **16 juin, à Mandarari, Borno (Nigéria)**, des kamikazes de Boko Haram ont fait exploser des engins piégés qu'ils portaient sur eux, faisant 33 morts et 48 blessés. Le **18 juin, à Koro, Mopti (Mali)**, des djihadistes armés ont attaqué deux villages dogon et tué 41 personnes au total, accusés de collaboration avec la FAMA.

Réponse Antiterroriste Des opérations de de lutte contre le terrorisme ont permis la neutralisation de 290 militants de groupes terroristes.

Conclusions / Recommandations. La menace terroriste au cours de cette période a continué d'être dominée par des groupes terroristes locaux affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique. La vague de renouvellement du serment d'allégeance (Bay'at) par divers groupes affiliés à l'Etat Islamique et à son «Calife», Abu Bakr al-Baghdadi sur le continent, pourrait donner une impulsion accrue aux activités de ces groupes. La province de Cabo Delgado au Mozambique est devenue l'une des enceintes des activités terroristes qui s'y développent rapidement et est au centre de cette édition du Bulletin. Des alliances opérationnelles semblent exister entre le groupe terroriste local al-Sunnah wal-Jamaah et certains groupes affiliés à l'EI, en particulier les groupes ISCAP et ISSSKTU. Le lien entre le groupe et ISCAP pourrait être inquiétant car une alliance opérationnelle qui se soutiendrait mutuellement pourrait conduire à une escalade et à un enracinement plus important. On estime qu'une assistance internationale immédiate serait indispensable pour éviter que la situation à Cabo Delgado ne se dégrade de manière analogue à celle créée par Boko Haram ou al Shabaab.

MENACE ACTUALISEE

Situation Générale: Le nombre total d'attaques perpétrées par les groupes terroristes et extrémistes violents pour la période considérée, a légèrement augmenté par rapport à la période précédente. La période a enregistré **75** attaques contre **68** lors de la période précédente. Alors que les régions d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et australe ont enregistré une légère augmentation du nombre d'attaques, les régions de l'Afrique centrale et de l'Afrique du Nord ont connu une légère baisse du nombre d'attaques. Toutefois, le nombre de décès résultant d'attaques terroristes a augmenté de manière drastique dans toutes les régions, sauf en Afrique centrale. Dans

toutes les régions d'Afrique, le paysage terroriste a continué d'être formaté principalement par des groupes terroristes locaux dotés d'une vision du monde salafi-djihadiste et affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique.

Il existe une vague mondiale de renouvellement du serment d'allégeance (Bay'at) par divers groupes affiliés à l'IS et à son «calife» Abou Bakr al Baghdadi. Le fait que cela soit en synchronie avec une augmentation des attaques par des groupes terroristes affiliés à l'EI en Afrique ayant entraîné un nombre élevé de morts au cours de cette période suggère un lien entre le renouvellement du serment d'allégeance et un esprit revigoré des groupes djihadistes locaux pour intensifier leur campagne de terrorisme. L'ISWAP et l'IS-Sinai ont diffusé des vidéos les 15 et 19 juin respectivement, renouvelant ainsi leur engagement d'allégeance afin de démontrer la cohésion durable du groupe. Les éléments et la raison d'être de la cohésion continue entre un État islamique qui a été défait militairement au Moyen-Orient et ses groupes affiliés en Afrique méritent d'être approfondis. Tandis que cette situation cherche à donner à l'IS un attribut d'influence mondiale et détourne l'attention des échecs et des graves défaites subies au Moyen-Orient, elle accorde aux groupes affiliés en Afrique la publicité qu'ils demandent. La ceinture sahélienne de l'Afrique de l'Ouest (nord du Burkina Faso, centre et nord du Mali et région de Tillabéri au Niger), le Bassin du Lac Tchad (nord-est du Nigeria, sud-est du Niger (Diffa) et sud-ouest du Tchad) et la Corne / L'est de l'Afrique (l'est du Kenya, la Somalie méridionale, centrale et méridionale et la capitale Mogadiscio) restent l'épicentre des activités terroristes sur le continent pendant cette période.

Ceinture sahélienne d'Afrique occidentale. La région a connu une escalade des attaques perpétrées par les différents groupes terroristes opérant sur le territoire. Le JNIM et l'EIGS ont lancé des attaques contre les forces de sécurité, des civils et des organisations internationales, en particulier la MINUSMA. La situation en matière de sécurité dans la région est restée instable, la population civile étant la plus touchée par les attaques terroristes. Sur les 172 décès enregistrés dans la région, 134 étaient des civils. Les opérations de lutte contre le terrorisme menées par l'opération Burkhane, l'US-AFRICOM et les armées nationales du Mali et du Niger ont neutralisé plus de 50 éléments de l'EIGS dans les régions de Tillabéry et de Menaka. Le **Burkina Faso** a également connu une augmentation du nombre d'attaques. Au total, 11 attaques ont conduit au meurtre de 45 civils et forces de sécurité au cours de cette période. Les attaques ont eu lieu dans les provinces de Soum, Yatenga, Sanmatenga, Bam et Kompienga. Au **Mali**, malgré l'élimination de 178 terroristes lors d'opérations de lutte contre le terrorisme, un total de 103 civils et membres du personnel de sécurité ont été tués lors de 18 attaques menées par des groupes terroristes. Les régions du centre et du nord du Mali, à savoir Tombouctou, Mopti, Kidal et Ségou, ont été le théâtre d'activités terroristes au cours de cette période. Au **Niger**, l'EIGS a attaqué un commissariat de police à Ouallam le 18 juin, tuant deux policiers.

Bassin du Lac Tchad. Boko Haram (Faction de Shekau) et la Province d'État islamique d'Afrique de l'Ouest (ISWAP), branche dissidente de Boko Haram, continuent d'être les deux groupes dominant le paysage du terrorisme. Alors que les attaques préventives de la Force multinationale mixte (MNJTF) visant à dégrader le fonctionnement et la capacité des groupes terroristes dans cette région semblent avoir été à l'origine du déclin des activités de l'ISWAP, Boko Haram a démontré une formidable résilience grâce à la liberté de mouvement et à la liberté d'opération dans les zones qu'il domine. Neuf attaques au total ont été menées dans le nord-est du Nigeria, le sud-est du Niger, le sud-ouest du Tchad et la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Cela a entraîné la mort de 116 personnes, dont 87 civils et 29 membres des forces de sécurité. Au **Tchad**, Boko Haram a attaqué des postes militaires à Ngouboua et à Tchoukoutalia les 19 et 23 juin, tuant au total 18 soldats. Les attaques en représailles menées par les forces de sécurité ont également entraîné l'élimination de 26

militants. Dans l'extrême nord du **Cameroun**, les attaques de Boko Haram contre des cibles militaires et civiles se sont poursuivies. Deux civils et un soldat ont été tués par le groupe au cours de cette période. Au **Nigeria**, les États de Borno et de Yobe, dans le nord-est du pays, ont été attaqués par la faction de Shekau et l'ISWAP. Le 16 juin, dans le village de Mandarari, dans l'Etat de Borno, trois kamikazes de Boko Haram ont fait exploser un engin piégé ayant tué 33 personnes. Le lendemain, le 17 juin, dans le village de Gajiram, également dans l'État de Borno, l'ISWAP a tué 18 soldats. 22 civils ont été tués par Boko Haram le 24 juin à Ngangam, également au Borno. Ces incidents démontrent que les groupes terroristes conservent une cohésion considérable et qu'ils sont prêts à lancer des attaques dévastatrices et à causer des atrocités invalidantes aux civils, aux forces de sécurité et des destructions de biens. On ne saurait trop insister dans la mesure où cela mine la confiance des communautés locales dans la capacité du gouvernement central à les protéger.

Afrique du Nord et Maghreb. Les groupes affiliés à l'État islamique (EI) restent les groupes terroristes les plus dominants au cours de cette période. En **Égypte**, l'EI a revendiqué les attentats des 22 et 25 juin à El-Arish, dans le Sinaï, au cours desquels 11 personnes ont été tuées. Parmi ceux-ci, on comptait sept policiers et quatre civils. La branche locale de l'EI avait précédemment renouvelé son engagement d'allégeance à Abu Bakr al Baghdadi le 19 juin. À **Tunis**, la capitale tunisienne, deux kamikazes de l'Etat islamique ont fait exploser un engin piégé, tuant un policier et blessant huit autres. Au **Maroc**, les efforts soutenus d'opérations de lutte contre le terrorisme ont abouti à la destruction de cellules terroristes liées à l'EI et à l'arrestation de militants. En **Algérie**, le démantèlement des cellules terroristes par les forces de sécurité, ainsi que la découverte et la destruction de caches d'armes et de munitions se sont poursuivis à Sidi Bel Abbès et à Tissemsilt au cours de cette période.

Afrique centrale. La région a subi de graves attaques de la part de groupes armés locaux. En **République Démocratique du Congo (RDC)**, plus de 21 civils et soldats ont été tués au cours de cinq attaques menées par des groupes armés locaux. Cela comprenait les attaques des Mai-Mai. Les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et de Tchomia ont été les plus touchées. Les attaques sont exacerbées par la violence interethnique brutale. Le 16 juin, dans le village de Tche, dans la province de l'Ituri, un groupe armé nouvellement formé a attaqué et tué environ 240 personnes lors d'un conflit foncier. Bien que cet attentat ne soit pas considéré comme un incident terroriste, le nombre de morts dépasse le nombre total d'attaques terroristes dans le pays au deuxième trimestre de 2019. Dans la région du sud-ouest du **Cameroun**, des groupes armés séparatistes ont commencé à utiliser des IED pour augmenter l'intensité de leurs attaques. Quatre officiers de police ont été tués et six autres blessés dans un attentat à l'IED à Eymojoek.

Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique. Al-Shabaab a continué de menacer la sécurité régionale. Il continue de jouir d'une grande liberté de mouvement et d'opérations dans les zones toujours sous son contrôle en **Somalie**. Au total, 39 personnes, dont des soldats de l'AMISOM, ont été tuées par Al-Shabaab au cours de cette période. Le Moyen et le Bas Juba, Hiraan, Mogadiscio et le Moyen Shabelle étaient des zones fortement touchées. Le SSI a également attaqué et tué un policier à Bassaso, dans le Puntland. Le nord-est du **Kenya** a connu des attaques à l'IED contre les forces de sécurité. Les attaques ont été attribuées à Al-Shabaab. Le 16 juin, à Wajir, un véhicule de patrouille de police a sauté sur un engin piégé, tuant huit policiers.

Afrique Australe. Au **Mozambique**, l'ISCAP a revendiqué l'attentat du 26 juin dans le village de Quionga

situé à Cabo Delgado, au cours duquel 11 personnes ont été tuées. Plusieurs victimes ont été décapitées. Le 3 juin, le groupe avait revendiqué la responsabilité d'attaques dans la même province, bien que les autorités aient contesté cette revendication. Le groupe armé salafi-djihadiste local, **al-Sunnah wal-Jamaah (ASWJ)**, aurait des liens avec l'État islamique en Somalie, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda (ISISSKTU). Le développement récent dans la province de Cabo Delgado reflète un programme de renforcement des systèmes d'information visant à coordonner les efforts de leurs affiliés dans la région et à recruter de nouveaux combattants. Les alliances opérationnelles entre les groupes affiliés à l'IS opérant dans la région ont été observées dans d'autres régions du continent.

CONCLUSION

La menace terroriste au cours de la période a continué d'être dominée par des groupes terroristes locaux affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique. La vague de renouvellement du serment d'allégeance (Bay'at) par divers groupes affiliés de l'Etat Islamique et à son Calife», Abu Bakr al Baghdadi, sur le continent pourrait donner une impulsion accrue aux activités de ces groupes. Alors que le nombre d'attaques terroristes a légèrement augmenté au cours de la période partout dans le continent, le nombre de morts résultant d'actes terroristes sur le continent a considérablement augmenté par rapport à la période de référence précédente. Le nombre d'attaques a augmenté de 10%, tandis que le nombre de décès a augmenté de 75%. Les civils ont été les plus touchés par les activités terroristes pendant cette période, avec 55% (264) des morts.

Les affrontements ethniques et tribaux violents ont énormément contribué au nombre de décès liés à la violence survenus sur le continent. Bien que ces morts résultant d'affrontements entre ethnies et tribus n'aient pas été enregistrées dans ce bulletin comme résultant d'actes terroristes, ce phénomène devrait également retenir l'attention des décideurs en matière de politique de sécurité. La recrudescence des enlèvements contre rançon perpétrés par des groupes armés qui ne sont pas des groupes terroristes est également préoccupante. Le phénomène érode rapidement la confiance des citoyens dans les gouvernements pour assurer leur sécurité, dans la mesure où il a entraîné la mort dans de nombreux cas où la rançon n'est pas payée. S'attaquer aux causes profondes de ces deux phénomènes avec une approche de sécurité humaine pourrait à la fois aider à s'attaquer aux causes profondes et aux accusations d'atteintes aux droits humains proférées à l'encontre des forces de sécurité. Il s'agira de s'attaquer au lien possible entre ces groupes et des organisations terroristes connues.

En RDC, les affrontements collectifs entre les groupes ethniques Hema et Lendu des années 1990 et du début des années 2000 dans **la province de l'Ituri**, qui ont refait surface en 2017 et au début de 2018, se sont reproduits au cours de cette période. Les premières attaques ont fait 240 morts. Les attaques et les contre-attaques ont entraîné des déplacements massifs de personnes en fuite, ce qui complique encore les efforts pour contenir la propagation de la menace du virus Ebola dans la province. Cette situation mérite l'attention urgente des décideurs en matière de politique de sécurité. La province de **Cabo Delgado** au Mozambique est devenue l'une des enceintes des activités terroristes qui s'y développent rapidement et est au centre de cette édition du Bulletin. Des alliances opérationnelles semblent exister entre le groupe terroriste local **al-Sunnah wal-Jamaah** et certains groupes affiliés à l'EI, en particulier les groupes ISCAP et ISISSKTU. Le 4 juin 2019, l'État islamique (EI) a d'abord revendiqué sa présence au Mozambique. Au cours de la période considérée, l'ISCAP a revendiqué la responsabilité d'une attaque ayant

tué 11 personnes dans la province. Un certain nombre de victimes ont été décapitées, technique typique associée à **al-Sunnah wal-Jamaah**. Le lien entre le groupe et ISCAP pourrait être inquiétant car une alliance opérationnelle qui se soutiendrait mutuellement pourrait conduire à une escalade et à un enracinement plus important. Bien que les autorités mozambicaines continuent de réagir à la situation à Cabo Delgado afin de la maîtriser, la réponse adéquate à apporter à la situation semble nécessiter une priorisation et une coopération internationale urgente. On estime qu'une assistance internationale immédiate serait indispensable pour éviter que la situation de Cabo Delgado ne dégénère en une situation semblable à celle créée par Boko Haram ou al Shabaab.

Adresse : CAERT, 1 Rue Chahid Boughzara Abdella, BP 141 El-Mohammadia, Alger, **Algérie**. Tél : +213 21 520 110 ; Fax : +213 21 520 378 ; Email : acsrt-sitroom@acsrt.org

www.caert-ua.org

Twitter: @AU_ACSRT

Facebook: @AUACSRT